

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°355 - 5 au 18 mars 1982

18<sup>e</sup> ANNÉE 3F

8 MARS

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES PROLÉTAIRES

Comme le 1<sup>er</sup> mai, et tirant lui aussi son origine d'un épisode sanglant de la lutte de classe, le 8 mars était une journée de **lutte prolétarienne**, avant que le féminisme interclassiste essaye d'en faire une «fête» de «la femme» en général. Journée de lutte prolétarienne, mais spécialement axée sur les problèmes et les revendications particulières de la femme prolétaire.

Cela ne veut pas dire que le mouvement ouvrier **sépare** en son sein les hommes et les femmes, et encore moins qu'il les **oppose**. Cela

montrait au contraire qu'il est conscient de la **double exploitation et oppression** que subit la femme prolétaire et fait de la lutte contre elles l'affaire de **tous** les prolétaires. Sans prétendre «libérer la femme» dans le cadre de la société capitaliste, la lutte pour les revendications qui concernent **plus directement et plus spécifiquement** les femmes prolétaires visent à rendre leur sort moins pénible et aussi à **unifier le prolétariat** contre toutes les divisions entretenues par la bourgeoisie.

(Suite page 2)

Pologne, Salvador

## L'ORDRE CAPITALISTE MONDIAL SERRE LA VIS

Après avoir été surpris par une vague sociale qui a secoué inégalement tous les continents, mais avec une intensité particulière en Iran, en Amérique centrale et en Pologne, l'ordre capitaliste mondial semble s'être ressaisi. La tendance est aujourd'hui à la réaction bourgeoise et impérialiste.

Une chose frappante, par delà la diversité des conditions politiques et sociales dans des régions aussi différentes que l'Amérique centrale et la Pologne, c'est l'attitude des superpuissances.

Leur argumentation est la même. Si la Russie fournit tout l'appui nécessaire au régime polonais contre le mouvement ouvrier — ou occupe l'Afghanistan —, c'est pour riposter contre le complot de l'«impérialisme» — entendez l'impérialisme occidental — contre la paix du monde et le «socialisme». Si les Etats-Unis appuient de toutes leurs forces les régimes corrompus et conservateurs d'Amérique latine, c'est seulement pour «éviter un nouveau Cuba», c'est-à-dire l'érection d'un nouveau «totalitarisme» au cœur même du paradis des libertés qu'est l'Amérique et pour garantir «l'équilibre des forces» sur lequel repose la paix du monde.

La comparaison ne s'arrête pas là. Ni en Pologne, ni au Salvador, les forces politiques portées par le mouvement social n'ont avancé de programme inconciliable avec

le système politico-social en vigueur. En Pologne, les forces portées à la direction de Solidarnosc ne visaient pas au renversement du régime, mais à sa démocratisation, grâce à une plus grande participation des travailleurs aux décisions dans les domaines de la production, de l'administration et de la distribution, ce qui exigeait la garantie de l'existence du syndicat formelle-ment indépendant de l'Etat. Ces mêmes forces promettaient le «respect des alliances internationales de la Pologne». On pourrait même soutenir qu'une telle réforme était la voie impérative pour le régime, afin de retrouver, au moins en partie, le consensus perdu.

Des considérations analogues peuvent être faites pour le Salvador. Le Front Farabundo Martí ne remet pas en cause le système

social. Il remet seulement en cause les formes les plus archaïques, corrompues et asservissantes de son oppression politico-économique pour revendiquer une forme politique dont se réclament les Etats-Unis eux-mêmes, tout en réaffirmant sa volonté que le Salvador vive en bonne entente avec son puissant voisin.

Et pourtant, c'est la réaction la plus sauvage qui s'abat sur ces mouvements. On peut trouver deux séries d'explications à ce phénomène.

La première est que ces pays font partie des chasses gardées impérialistes, le Salvador parce que l'«Amérique est aux Américains» en vertu d'un rapport de forces datant de plus d'un siècle, la Pologne en vertu du partage du monde entre brigands impérialistes à Yalta.

Or, à l'heure où le travail souterrain mais puissant des contradictions gigantesques du capitalisme remet en cause les équilibres nés de la seconde guerre mondiale, avec la renaissance de la puissance de l'Europe et du Japon et la multiplication des jeunes capitalismes nés de la

(Suite page 3)

## AUTODEFENSE DES LUTTES OUVRIÈRES !

Après Isigny, Clichy et Nîmes: à Nîmes, les grévistes de la faim immigrés ont été attaqués dans l'église où ils se trouvaient par des «adorateurs de Jeanne d'Arc». A Fulmen-Clichy, la «reprise» de l'usine en grève et occupée, par un commando mêlé de non-grévistes, de cadres zélés sollicités par le patron et d'«éléments divers» a provoqué la mort d'un ouvrier algérien.

Comme après l'affaire du commando d'Isigny, on a pu entendre le même raisonnement, et pas seulement chez les non-grévistes déclarés: cela ne serait pas arrivé si... on avait pu voter démocratiquement la reprise du travail ou si l'usine, après le jugement d'évacuation, avait été tout de suite «légalement» reprise par la police, donc si l'Etat avait joué

son rôle de nervi (voir *Le Prolétaire* n°354).

Et c'est ce que l'Etat a fait quelques jours plus tard en envoyant la police évacuer les travailleurs, immigrés pour la plupart, qui occupaient l'usine Hutchinson en grève, à Chalette-sur-Loing, dans le Loiret.

(Suite page 2)

## LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

La guerre civile fait rage au Salvador. En deux ans, le nombre de morts, dont l'écrasante majorité sont des civils, s'élève à 30.000, alors que le nombre de réfugiés dans les pays proches dépasse déjà 300.000: proportionnellement, l'équivalent serait 330.000 morts et 3.300.000 réfugiés.

La guerre frappe aux portes des villes. En fait le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR-FMLN) contrôle déjà plus de 25% de la surface du pays. Non seulement il a résisté aux offensives successives déclenchées par les forces gouvernementales depuis le début 1981, mais il a encore élargi le territoire sous son contrôle

Le gouvernement militaire présidé par le démocrate-chrétien Napoleon Duarte n'a d'autre tactique que celle de la «terre brûlée», la répression massive des populations paysannes pauvres qui fournissent le gros des forces de l'insurrection. Le massacre de quelque 900 paysans par le bataillon Atlacatl (entraîné par des conseillers américains) dans la province de Morazan entre le 7 et le 17 décembre 1981, où des 400 paysans pauvres dans la région de Jurucan couraient février 1982, ne sont que des échantillons d'une série ininterrompue.

En réalité, le gouvernement sait déjà qu'il ne peut plus gagner la guerre et écraser l'insurrection par ses seules forces. Le ministre de la Défense le reconnaissait explicitement dans *El País* du 16/2/1982, et c'est aussi l'opinion des officiels américains.

Cette situation constitue un dan-

ger explosif d'extension de la révolte sociale dans toute la région, tout particulièrement au Guatemala qui, lui aussi, est au bord de la guerre civile. *Le Monde* du 24 janvier pouvait écrire que seul l'appui américain empêche que le pouvoir passe un jour aux mains des guérilleros. Il pourrait en aller plus tard de même avec le Honduras, le Costa Rica, etc. La Colombie elle-même «s'estime menacée» et «déjà impliquée dans le conflit centre-américain», alors que le Mexique, «de son côté, envisage la création d'une force armée spéciale pour la défense de sa frontière méridionale et de ses champs de pétrole» (*ibid.*, 21/2/1982). La menace de cette extension, découle directement de la situation sociale en Amérique centrale.

Les Etats-Unis, pilier et dernier rempart de l'ordre établi continental, sont obligés de s'engager de

plus en plus dans la guerre civile centre-américaine. L'assistance économique et militaire augmente considérablement, au point que certaines sources parlent d'une aide de 600, voir 800 millions de dollars au Salvador au cours des prochains 18 mois. Ajoutons que le Salvador se trouve en quatrième place dans la liste des pays militairement assistés par les USA, derrière Israël, l'Egypte et la Turquie.

Sous l'égide américaine, le Salvador, le Costa Rica et le Honduras ont signé, courant janvier, un traité régional d'aide économique et militaire qui rend possible la formation d'une armée multinationale. En fait, ce sera un pas en avant dans la collaboration déjà en place des armées du Salvador et du Honduras dans la chasse aux guérilleros et dans le massacre des populations civiles tout le long de la frontière commune. Il en va de même avec le Guatemala qui, au mois de novembre, lançait un appel à l'unification militaire des armées du Honduras, du Salvador et du Guatemala. Et il est même possible que l'Argentine envoie ses «conseillers militaires» pour épauler l'œuvre de l'Amérique dans la région.

En tout état de cause, l'engagement américain est inéluctable, aussi bien dans la perspective d'une

(Suite page 3)

## L'impérialisme français et l'Etat pied-noir d'Israël

Mitterrand a succédé à Giscard avec ses nuances politiques, ses différences de style et son optique particulière en ce qui concerne la délicate «question du Moyen-Orient». Il était parvenu à détacher les organisations sionistes de Giscard avec des promesses d'ouverture plus grande vers Israël. Ce qui ne l'empêchait pas en même temps de faire toute sa démagogie «tiers-mondiste» sur le «droit des peuples», les «nouveaux rapports» avec le «Sud».

L'ouverture vers Israël s'est produite, en particulier avec la fin de l'embargo sur les armes, mais le gouvernement socialiste est poussé dans la logique de ses promesses tous azimuts à un vrai jeu de balancier. Chaque fois que son inclination pout l'Etat hébreu le force en fait sinon en droit à couvrir ses actes de piraterie en Irak comme au Golan (et demain encore une fois au Liban ?), il doit donner de nouvelles garanties à l'OLP, désormais déclarée «seul interlocuteur valable d'Israël»...

En même temps qu'il se rallie à Camp-David, et donne des forces militaires pour le maintien de l'ordre au Sinaï, le gouvernement français tenait sur les fonts baptismaux le plan Fahd de l'Arabie Saoudite. Et ainsi de suite.

La diplomatie de Mitterrand est donc poussée par les événements à mettre ses pas dans les pas de la diplomatie de Giscard. Mais avec cette nuance que ses promesses l'obligent à faire plus en paroles qu'en faits dans la direction de chacun, et

(Suite page 4)

### DANS CE NUMÉRO:

- Gouvernement de gauche et attaque contre les salaires
- PCI, PCUS, Pologne et démocratie
- Immigration: la lutte des saisonniers d'Avignon

## Le sabotage de la lutte des saisonniers d'Avignon

A Avignon, le front légaliste et pacifiste, allant de l'ASTI au PC et PS, qui a pris en mains la grève des sans-papiers saisonniers (voir *Le Prolétaire* n° 354) a fini par utiliser jusqu'à l'attaque des nervis contre les grévistes de Nîmes pour faire suspendre le mouvement le 24 février.

Au départ, les grévistes demandaient la carte de séjour et de travail pour tous et sans conditions, et l'abolition du statut de saisonnier, avec toutes ses discriminations. Les forces citées plus haut ont, à l'usure, réduit leurs revendications à l'examen des dossiers par la préfecture, 30 par 30, puis 20 par 20. Elles se sont opposées à l'organisation de manifestations et à la prise de contact avec d'autres travailleurs, en citant l'argument du préfet: «La grève doit se terminer car elle est impopulaire, et la préfecture ne répond pas de possibilités d'action de l'extrême-droite!»

Tandis que la CFDT réaffirmait dans la presse locale ses «réserves» sur les régularisations inconsidérées, la CGT publiait le 10 février dans *La Marseillaise* un communiqué de soutien qui mérite d'être cité: «Cette action [la grève de la faim] aux conséquences dangereuses sur le plan humain est le résultat:

— d'un manque d'information et de communication avec les travailleurs immigrés sur les mesures positives prises par le gouvernement de gauche [...];

— d'un manque de moyens effectifs dans les services administratifs [...];

— d'une difficulté certaine pour les sans-papiers à fournir des preuves de leur travail au noir depuis 1973.»

Les travailleurs en grève de la faim se sont trouvés ainsi prisonniers de leurs ennemis déclarés à travers le comité de grève, manœuvré par l'AMF et le comité de soutien, aux mains du PS principalement. Voilà le résultat le plus fréquent du «large soutien démocratique» des syndicats et des partis, ce soutien que l'«extrême-gauche» suiviste nous reproche de ne pas favoriser...

Pour arracher des résultats immédiats et pour élargir la lutte des travailleurs persécutés au nom du contrôle de l'immigration, il est indispensable de susciter la solidarité des autres travailleurs, français et immigrés, très concrètement, en préparant ces réflexes par des liens établis et entretenus entre les entreprises.

### Armée instrument de la lutte de classes

Notre ministre «socialiste» de la défense vient de rappeler qu'il ne faut pas introduire la lutte de classe dans l'armée. C'est l'évidence même, puisque l'armée représente la Nation dans sa totalité. De même, a-t-il expliqué, il ne faut pas assimiler les rapports entre soldats et officiers aux rapports entre ouvriers et patrons. Comment? Ouvriers et patrons ne sont pas fraternellement unis dans le service de l'économie nationale?

Hernu avoue donc à un bout ce qu'il nie à l'autre: la nation est composée de classes qui ont des intérêts opposés. Par conséquent l'armée ne saurait représenter une unité mythique: elle ne peut être que l'instrument de domination et de défense de la classe dominante et de son ordre social.

## AUTODEFENSE DES LUTTES

(Suite de la page 1)

A cette occasion, la «gauche de la majorité» (*Rouge, Libération*, etc.) a trouvé encore mieux que la thèse des «mauvais» patrons contre le «bon» gouvernement. Elle découvre cette fois qu'il s'agit d'un «mauvais» préfet, celui-même qui avait organisé la rafle anti-immigrés d'Orléans à la veille du 10 mai. Etrange, n'y-a-t-il pas eu depuis le 10 mai un vaste changement de personnel dans les préfectures? Les préfets ne sont-ils pas nommés et révoqués à volonté par le gouvernement?

Ce jeu de paravents successifs ne peut pas faire illusion. Tout gouvernement d'un Etat bourgeois défend le droit de propriété; s'il est démocratique, il fait une petite place au droit de grève, pour mieux en contrôler l'usage. Vient le moment où ces deux droits s'affrontent, sous la forme bien concrète de grévistes occupant l'usine pour organiser la grève et s'assurer qu'elle est effective, et d'un patron s'appuyant sur les jaunes pour casser la grève, et invoquant sa propriété sur l'usine et les machines (acquise en réalité à la sueur des ouvriers). Trouver un compromis? C'est ce que prétendent faire les démocrates défenseurs d'une «bonne solution» juridique. En réalité, l'Etat bourgeois, même baptisé socialiste, ne peut que mettre tout son poids dans la balance du côté du droit de propriété, celui des patrons et, plus généralement, de l'entreprise.

Les patrons français crient au désordre, à la complaisance des tribunaux? Cela fait des années qu'ils agitent ce thème, et bien avant le 10 mai. En effet, depuis 68, les décisions judiciaires d'évacuation d'usines occupées, et surtout leur exécution, ont été dans l'ensemble (il y a de notables exceptions) un

peu moins rapides. Pourquoi? D'abord parce que l'Etat craint les réactions en chaîne, surtout depuis l'affaire Lip. Et avant tout, les jugements rendus l'expliquent clairement, afin de «favoriser la négociation» et sous condition d'une grève votée dans les formes, qui ne touche pas à l'outil de travail, et qui évolue dans le «sens de la raison»: c'est-à-dire d'une grève où les ouvriers se privent d'une bonne partie de leurs armes! Cela peut être encore trop pour le petit patron autocrate, et aussi pour le grand patron talonné par la crise: ce n'en est pas moins un effort pour ligoter l'agitation ouvrière en poussant à l'autolimitation de la grève.

Pousser la grève dans le «sens de la raison», tel a été le sens des réactions de la gauche après Isigny et Clichy. A Isigny, après l'agression, le PS appelait les travailleurs à «manifestar leur force dans le cadre de la légalité»: autrement dit, à cesser grève et occupation. La CGT et le PC ont brandi l'arme redoutable de... la commission d'enquête parlementaire. Malgré les promesses, les ouvriers sont rentrés sans avoir rien obtenu, et 18 mises à pied sont tombées immédiatement! A Clichy, dans la manifestation du 18 encadrée par le PC, le PS et l'Amicale des Algériens, on réclamait la «dissolution des milices patronales» (mot d'ordre stupide et hypocrite: comment dissoudre ce qui n'a aucune existence légale, «une bande de copains qui m'ont aidé» comme disait le patron de Claudel!), on n'accusait que le patron: or l'usine de Clichy-Fulmen est une filiale de la CGE nationalisée, à l'avant-garde de la répression dans plusieurs conflits en cours (Gipélec, Céraver).

Voilà les fruits de l'appel à la «raison». Les exemples récents (Als-

thom, Garges, foyers de travailleurs immigrés, sidérurgie lorraine) ont prouvé que les travailleurs peuvent se défendre, mais qu'ils trouvent alors contre eux les partis de gauche et les syndicats (c'est la CGT qui a brisé la grève à Alsthom-Belfort en organisant une perquisition policière dans l'usine occupée et gardée par les grévistes).

L'autodéfense ouvrière consiste d'abord en des actes simples et concrets (mais pas forcément «légaux») qui peuvent donner confiance en eux-mêmes aux ouvriers en lutte: organisation de rondes de surveillance, moyens de rétorsion à prévoir, démontage de pièces. Tout cela implique aussi la solidarité inconditionnelle envers tout travailleur inculpé individuellement pour un acte de ce type.

Ceci est inséparable, même sur le plan pratique, du souci constant de susciter et d'organiser l'intérêt et le soutien concrets des travailleurs des entreprises voisines: rondes et permanences téléphoniques ne servent à rien s'il n'y a personne à appeler!

Ce travail de liaison avant, pendant, après une grève implique évidemment de combattre l'ignoble «chacun chez soi», le chauvinisme d'entreprise entretenu en particulier par la CGT, avec sa chasse aux «éléments étrangers à la boîte» (à l'exception des bonzes légalistes, évidemment). Ce n'est pas pour rien que l'Etat anglais cherche actuellement, une fois de plus, à interdire les piquets de grève hors de l'entreprise concernée!

Ces moyens sont évidemment proportionnés aux conditions courantes de la lutte immédiate dans un pays comme la France. Ils ne suffisent pas contre une offensive bourgeoise généralisée et résolue, comme l'a montré une fois de plus l'exemple polonais. Mais ils sont un moyen pour s'entraîner à se défendre correctement aujourd'hui avant de pouvoir être capables de prendre demain l'offensive révolutionnaire.

### La politique du gouvernement de gauche

## L'attaque contre les salaires

L'ordonnance sur les 39 heures a un mérite: elle a montré clairement aux travailleurs, entre autres choses, que ce qui importe au gouvernement de gauche ce n'est pas de réduire le temps de travail mais de réduire le salaire. Auroux l'a dit, Maire l'a répété, Mauroy l'a confirmé sur le fond: il ne peut y avoir pour eux à la fois réduction du temps de travail et maintien du salaire. Si le temps de travail baisse, le salaire doit baisser aussi.

L'affaire des 39 heures est le deuxième épisode dans la lutte contre les salaires que mène systématiquement le gouvernement PC-PS. La première attaque a été lancée par Delors. Elle consiste, comme on le voit à travers les négociations dans la Fonction publique, à tenter de faire accepter par les travailleurs une augmentation des salaires de 10,5% par an alors que le rythme de l'inflation est au moins de 14% (la «victoire» du 10 mai n'a apporté aucun changement dans la définition de l'indice des prix: cela fait partie de l'héritage). Naturellement il devrait y avoir un réajustement après coup, si besoin est. En fait on se sert de la réduction des salaires pour faire baisser les prix: aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche n'a jamais fait autre chose pour défendre la compétitivité des marchandises du capital national.

L'avantage que devrait avoir le gouvernement de gauche dans la mise en œuvre de la politique des revenus par rapport à ses prédécesseurs de droite c'est que, représentant les travailleurs, il pourrait mieux leur demander des sacrifices. Comme le dit le récent rapport de l'OCDE sur la France, «une politique de modération des prix et des revenus a plus de chances d'aboutir que dans le passé». Spécialiste de l'austérité, le prédécesseur de Mauroy. Barre lui-même, a quand même tenu à rappeler, en félicitant le gouvernement pour la politique de modération salariale appliquée ces derniers mois en France, que celle-ci était «directement inspirée» de la politique qu'il avait lui-même menée. Politique, ajoutons-nous, que la droite pourrait très bien, l'alternance aidant, reprendre à sa manière si le gouvernement actuel échouait à faire supporter la crise aux travailleurs par la manière «douce».

En effet, cette politique de modération des salaires répond à une nécessité impérieuse

dans la situation de crise qu'affrontent les différentes économies nationales. Une nécessité d'autant plus impérieuse que sous le régime de Giscard elle a pris un certain retard. Voici ce qu'on peut lire dans le rapport de la commission Bloch-Lainé qui a dressé le bilan de la situation française en mai 1981 (chapitre sur «L'inflation et la discipline des revenus»): «L'entrée dans la crise en 1974 n'a pas entraîné une rupture marquée de l'évolution des salaires nominaux et la croissance du pouvoir d'achat ne s'est ralentie que très progressivement pour s'ajuster, à travers une inflation de crise, aux conditions nouvelles de la croissance». Suit un tableau sur le taux de croissance du revenu disponible réel, en pourcentage par rapport à l'année précédente, d'où il ressort qu'en 1974 l'augmentation a été de 3,2%; de 4,6% en 1975; de 2,7% en 1976; de 3,3% en 1977; de 5,2% en 1978; de 1,4% en 1979 et de... -0,4% en 1980. Et le rapport suggère, après avoir souligné «l'hésitation» qu'il y a eue à «engager une politique des revenus», (c'est-à-dire de blocage des salaires sous prétexte de bloquer les prix), d'«opérer une avancée vers une nouvelle régulation dont la politique des revenus» constituerait «le cœur».

Cette politique d'austérité doit donc être nécessairement poursuivie. C'est ce que laisse entendre aussi à sa façon le rapport de l'OCDE déjà cité quand il écrit que, dans la situation actuelle de faiblesse dans la reprise des investissements, «l'ampleur et le rythme de reconstitution des profits joueront un rôle important»...

Les réactions contre l'application de l'ordonnance sur les 39 heures, s'ajoutant à l'agitation qui avait marqué la rentrée sociale de l'automne dernier montrent que les travailleurs sont sensibles à la défense du pouvoir d'achat.

Le gouvernement a finalement dû différer sa tentative d'appliquer le plan Delors dans la Fonction publique. Cela ne prouve pas du tout qu'il ait changé de politique ou que les syndicats y soient opposés.

Cela prouve qu'il craint l'agitation sociale et que c'est l'organisation indépendante des travailleurs qui peut permettre de contrer cette politique.

## 8 mars: journée internationale des femmes prolétaires

(Suite de la page 1)

Que certaines de ces revendications intèressent aussi les femmes des autres classes, les petites-bourgeoises et même les bourgeoises, ne nous empêche pas de lutter pour elles. Mais l'écrasement du prolétariat, et son élimination de la scène historique comme force indépendante, a permis à l'inverse de faire de ces revendications l'instrument d'une fausse «unité des femmes» de toutes les classes, de s'appuyer sur des besoins réels pour prôner la «guerre des sexes» à la place de la lutte de classe et contribuer ainsi à diviser le prolétariat.

Quelques indications pour montrer où en arrive ce féminisme bourgeois. Le MLF, qui appelle à la «fête» et même, audace, à la «grève» le 8 mars, les réserve aux femmes: c'est pour elles seules que ce jour doit être férié, chômé et payé. Son tract d'appel présente les femmes comme un «peuple» (!) et revendique pour elles «52% du pouvoir décisionnel à tous les niveaux», dévoilant ainsi son crétinisme démocratique; le démo-phallocrate aura beau jeu de répondre que, puisqu'elles sont 52% des «citoyennes» elles ont la majorité...! Quant à la revendication de «la priorité à l'emploi des femmes», elle n'est que l'inversion de la discrimination qui les frappe et s'oppose à la lutte contre toute discrimination.

A côté de ces revendications qui tendent à diviser les prolétaires, une absence remar-

quable. Personne ne réclame la révision de la loi sur l'IVG, alias avortement, dont toute la gauche et le féminisme avaient dénoncé le caractère conservateur: ses restrictions, limites de délais, consultations dissuasives obligatoires, absence de publicité, chicanes de procédure, non-remboursement par la Sécurité sociale, qui frappent surtout les prolétaires, les jeunes, les immigrées. Tout va bien, soudain, ou alors «laissons faire les camarades ministres»? Mais le bilan de 9 mois de gouvernement «socialiste» en ce qui concerne les femmes est égal à zéro! Même la prise en charge de l'avortement par la Sécurité sociale, dont il a été vaguement question, n'a pas été décidée.

C'est seulement en se plaçant sur le terrain de la lutte de classe que les prolétaires, femmes et hommes, peuvent lutter contre l'exploitation et l'oppression supplémentaires qui frappent les femmes prolétaires. Lutter contre la double exploitation, au travail et au foyer; contre le double despotisme, celui de l'usine et celui des rapports familiaux (père, mari); contre toutes les discriminations, légales et de fait; contre les contraintes matérielles et légales qui poussent à la prostitution ou la maternité forcée. C'est seulement en les menant dans la perspective de classe qu'on pourra faire confluer toutes ces luttes dans le combat historique du prolétariat pour renverser le capitalisme et émanciper l'espèce humaine.

### Gouvernement PS et les femmes

Nous avons écrit que le gouvernement PS n'a rien fait pour les femmes. C'est faux!

Il s'est ému du sort des femmes algériennes, maliennes, sénégalaises, tunisiennes, turques, etc., privées de leurs maris qui font la vie en France. Il a donc décidé de les leur renvoyer dans les meilleurs délais.

Parions que ces ingrates ne lui en seront même pas reconnaissantes!

### EL COMMUNISTA N°52 (février 1982)

- Entre l'enclume et le marteau.
- Un gouvernement «de gauche» ne peut être qu'un instrument de la conservation bourgeoise.
- La lutte prolétarienne en Pologne: éléments d'une grande expérience.
- La bourgeoisie mondiale unie contre les ouvriers polonais.
- Situation des prisonniers sociaux.

# L'ordre capitaliste mondial serre la vis

(Suite de la page 1)

vague d'émancipation anticoloniale, les promesses d'allégeance ne suffisent pas.

Le risque devient dans ces conditions de plus en plus grand que des forces sociales et politiques incontrôlables, surtout si elles peuvent s'appuyer sur des luttes sociales, cherchent à conquérir une autonomie par rapport aux deux super-puissances. Elles risquent ce faisant, de tomber sous l'influence de l'autre maître de camp impérialiste ou même de la «troisième force» européenne, qui tente elle-même de conquérir une autonomie relative en jouant sur la rivalité entre les supergrands et en s'appuyant sur les réactions à leur oppression dans le monde.

Et en effet, le plus grand danger pour l'influence russe en Pologne ne vient pas des Etats-Unis mais des impérialismes européens,

notamment l'Allemagne et la France. Le plus grand danger pour les Etats-Unis en Amérique centrale ne vient pas de la Russie, il vient de la tentative de pénétration plus sournoise de l'Europe, notamment par le biais de l'Internationale socialiste.

La réaction grande-impérialiste qui sévit en Pologne ou en Amérique centrale exprime donc ce fait que dans une période d'accroissement des tensions internationales, l'impérialisme est poussé à ne tolérer aucune tendance centrifuge dans ses chasses gardées et à les contenir par la force, par la dictature ouverte.

Il y a une autre raison à ce tour de vis impérialiste. Il n'échappe à personne en effet que derrière les mouvements démocratiques qui assurent actuellement la direction et le contrôle des luttes sociales, existent des mouvements bien moins contrôlables que par le passé et bien moins enclins aux tendances légalistes.

Ideologiquement, ces mouvements sont assurément encore confus. Ils ne savent pas donner une riposte adéquate aux illusions démocratiques, réformistes ou nationales et ne cherchent qu'à pousser plus loin des tendances qui dirigent le mouvement social sur leur propre programme et leurs propres promesses réformistes. Mais l'approfondissement attendu de la crise internationale se chargera de fournir les matériaux politiques pour dépasser cette situation et faire mûrir les fruits de la lutte prolétarienne et classiste que portent ces

mouvements.

C'est le cas de la Pologne. C'est le cas du Salvador, où la lutte est aussi en partie paysanne. Si de formidables poussées de luttes sociales ont donné dans ces pays une impulsion à des courants démocratiques visant à réformer l'Etat, ces poussées rendent en même temps tout équilibre politique pluraliste trop fragile et trop

que l'opposition démocratique est victorieuse, c'est elle qui réalise cette même tendance à la dictature ouverte, comme cela se manifeste au Nicaragua et encore davantage en Iran.

Il serait cependant faux de penser que l'impérialisme n'est pas partie prenante de ce processus. Bien au contraire, les grands gendarmes impérialistes ont seuls la

masses exploitées saignent encore des blessures ouvertes par une guerre coloniale sauvage.

Combien de temps faudra-t-il pour que le régime de Khomeyni ait épuisé sa capacité de maintien de l'ordre, et pour que, même si on passe par l'intermède d'une solution de réchange libérale du type Bani Sadr-Moudjahedin, la république islamique ait besoin, malgré sa démagogie anti-impérialiste, d'un «grand frère» pour faire face aux troubles sociaux grandissants suscités par une situation de plus en plus insoluble?

La réaction grande-impérialiste tendra toujours davantage à devenir le recours ultime dans une période historique où derrière la violence des antagonismes sociaux réapparaît lentement mais sûrement la lutte de classe du prolétariat et, avec elle, le spectre du communisme révolutionnaire.

La classe ouvrière n'a pas à pleurer sur la perte de la paix ou de la démocratie. Sa tâche est de répondre à la préparation de la guerre impérialiste et à l'intensification de la dictature impérialiste par la préparation de la guerre de classe et de sa dictature internationale de classe.

## De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)  
72 pages - Prix : 6 F

### CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

## L'IRAN, UN CAS A PART ?

On voit nettement dans le cas de l'Iran que la situation toujours plus précaire et les maigres résultats que peut présenter la démocratisation de l'Etat pour la satisfaction des exigences de la vie mais aussi de l'organisation du prolétariat et des masses exploitées a encore accentué les tensions sociales et l'instabilité politique. A cela, le régime ne peut répondre que par l'élimination de toutes les tendances centrifuges et la mise au pas de toutes les forces sociales et politiques sous la dictature ouverte et exclusive de la force la plus organisée, à savoir les ayatollahs et leur parti officiel.

Le cas de l'Iran est d'autant plus significatif que, à la différence de l'Europe de l'Est ou de l'Amérique centrale, on se trouve là hors du glacis impérialiste immédiat des deux superpuissances, et qu'à la différence de la Pologne, du Salvador et même de la Turquie, la vague sociale y est parvenue à faire sauter par un immense soulèvement populaire, le verrou de la domination directe de l'impérialisme sur l'Etat national.

dangereux: l'ordre établi est contraint de resserrer ses rangs autour de l'unique force, fût-elle l'armée, capable d'imposer une discipline sociale forte et unitaire.

Cela n'empêche pas d'ailleurs de rechercher, comme c'est le cas en Pologne, une entente avec l'opposition et l'Eglise dans le cadre de l'état de guerre... Et lors-

capacité de soutenir les Etats locaux face à l'agitation sociale. On l'a vu hier au Chili. On le voit aujourd'hui au Salvador et en Pologne. Mais pas seulement. C'est cette vérité qui explique aussi le «coup de passion» qui vient de frapper la jeune bourgeoisie algérienne et l'impérialisme français, alors que les

## LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

(Suite de la page 1)

politique à outrance à la Junte militaire que dans celle d'une solution «politique» négociée entre la Junte et le FDR-FMLN, car les termes de tout éventuel accord dépendra des rapports de force militaires et politiques sur le terrain.

La politique américaine n'est pas partagée par le Mexique, ni par la social-démocratie internationale (en particulier par l'intermédiaire des gouvernements français et allemands). Ces forces cherchent un «accord négocié». Le Mexique essaie ainsi de désarmorer la bombe sociale centre-américaine grâce à une politique qui, en lâchant les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie locale, cherche à porter au devant de la scène et de l'Etat les secteurs bourgeois réformistes, épaulés par la bourgeoisie internationale, stratégie qui a réussi au Nicaragua. Pour la social-démocratie il s'agit d'assurer, à travers cette politique régionale, une plus grande présence économique

des impérialismes européens dans l'Amérique centrale au détriment des Etats-Unis, en coupant par là-même la possibilité pour la Russie d'élargir son rayon d'influence, qui aujourd'hui se réduit à Cuba. De là la déclaration commune franco-mexicaine du mois d'août, approuvée plus tard par les Nations unies.

En fait, l'initiative franco-mexicaine peut compter sur l'appui du FDR-FMLN. Sa porte-parole, Ana Guadalupe Martinez, déclarait à **El País** du 22 janvier de cette année: «De même que la Junte sait qu'elle ne peut nous écraser ni militairement, ni politiquement, nous pensons de notre côté qu'avec l'aide massive nord-américaine reçue par Duarte une victoire totale sur l'armée ne sera pas possible [et le Nicaragua?]. C'est pour cela que nous sommes pour la négociation. La guerre au Salvador ne se terminera que quand les Etats-Unis et la Junte de Napoléon Duarte se décideront à négocier avec le FDR-

FMLN...». Le fait que le département d'Etat américain recevait le 15 décembre une délégation du FDR-FMLN, montre que la porte reste ouverte pour une telle solution.

Là aussi apparaît la véritable nature de classe bourgeoise du FDR-FMLN, car toute «solution négociée» recherchée aussi en son temps par les sandinistes ne peut se traduire, comme c'est aujourd'hui le cas au Zimbabwe, que par une alliance politique et sociale des deux secteurs opposés de la bourgeoisie, au détriment des aspirations politiques et surtout sociales des masses prolétariennes et prolétarisées; des villes et des campagnes qui fournissent l'énergie de la révolte centre-américaine contre les secteurs dominants des bourgeoisies locales et l'impérialisme américain.

Il revient au prolétariat mondial, et en premier lieu au prolétariat des Etats-Unis, d'aider à rompre le cercle infernal dans lequel se trouvent les masses exploitées de l'Amérique Centrale. En combattant avec acharnement les aventures militaires des USA, en paralysant son bras criminel et en aidant puissamment ainsi les masses rebelles dans leur lutte contre l'ordre continental, le prolétariat américain aidera à son tour les masses exploitées à radicaliser politiquement et socialement leur lutte et à rompre avec leurs directions bourgeoises. Et réciproquement les coups ainsi portés par les masses centre-américaines à l'impérialisme yankee pourront s'étendre et s'amplifier au cœur même de la citadelle de la contre-révolution mondiale.

## PCI, PCUS, POLOGNE ET DEMOCRATIE

La polémique entre le PC italien et le PC russe à propos de la Pologne a fait un certain bruit. Pour les uns, l'attitude de Berlinguer dériverait d'une «solidarité» envers les ouvriers polonais. Pour les autres, celle de Moscou représenterait la défense de l'«orthodoxie» marxiste contre l'hérésie eurocommuniste. En réalité il est facile de montrer que les deux attitudes sont aussi scélérates et antiprolétariennes l'une que l'autre et que la raison de la polémique ne réside en fait nullement sur le terrain idéologique, les deux partenaires partant d'un principe commun, la démocratie, et se foutant l'un et l'autre de l'orthodoxie comme de l'an quarante.

La leçon que le PCI avait tirée du *golpe* de Pinochet au Chili avait été que, pour gouverner, il ne suffit pas que les partis «ouvriers» aient 51% des voix. La leçon qu'il tire du coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne c'est qu'il ne peut plus rien venir de bon, pour les prolétaires, de l'expérience des Etats qui ont recueilli «l'héritage d'Octobre 1917». En d'autres termes, le PCI avait déduit des événements chiliens la confirmation de la thèse que le «pouvoir ouvrier» n'est fort que dans la mesure où il se partage avec des partis ouvertement bourgeois (thèse du «compromis historique»). Des événements polonais il tire la conclusion que la forme démocratique et pluraliste de gouvernement est nécessaire pour la classe ouvrière, même quand formellement il n'y a pas d'autres classes au pouvoir.

Pour le PCI, si le pouvoir économique et politique en Russie et dans les démocraties populaires est à condamner, ce n'est donc pas parce que qu'il n'est pas socialiste, mais parce qu'il n'est pas assez (ou pas du tout) démocratique. L'axiome classique du révisionnisme, le «lien indissoluble» entre socialisme et démocratie, est devenu la reconnaissance de la démocratie comme valeur unique. Mais ce «pas en avant» n'est qu'un développement cohérent du passé stalinien commun au PCI, au PCUS, au PCF, au PCE, etc.

une grande force répressive (son aspect «totalitaire») avec la récupération de toute l'idéologie démocratique. L'alliance avec la bourgeoisie «nationale» a été prônée partout, de la Chine à l'Europe archi-avancée, surtout à partir de 1934. Les alliances de classes dans chaque pays sont la base des «voies nationales» au socialisme. La participation à la seconde guerre impérialiste et la Résistance, notamment, ont été justifiées par la nécessité d'«ouvrir la voie» à la dictature du prolétariat à travers l'étape démocratique, donc à travers l'alliance avec les partis bourgeois dans chaque pays, et avec les impérialismes «démocratiques» à l'échelle internationale.

L'évolution actuelle des partis eurocommunistes, dont le PCI est le principal leader, n'est donc que formellement en contradiction avec les vieilles positions dont Moscou se fait le défenseur. L'eurocommunisme du PCI n'est autre qu'une tentative d'identifier les intérêts nationaux italiens avec ceux d'autres nations, celles du bloc occidental européen, considérées comme «amies de la détente et de la paix», selon la fameuse formule de Staline. Et cela amène naturellement des contradictions avec d'autres blocs.

Une preuve supplémentaire qu'il ne s'agit pas d'une querelle idéologique nous vient de l'exemple français: le PCF, qui a pris une position

(Suite page 4)

## PAX CHRISTI

Le nonce apostolique (ambassadeur du Vatican) en Argentine a déclaré à des journalistes de là-bas que son séjour dans le pays avait été «une période de tranquillité et de paix». «Cette réalité, a-t-il précisé, n'existe pas dans les pays européens. En Italie, mon pays, dont je peux donner une appréciation concrète, on a séquestré le numéro deux de l'OTAN et ces séquestrations se répètent périodiquement. Et il y a des vols, des attaques de banques, une insécurité totale dans les villes. En revanche en Argentine il règne une tranqui-

lité inestimable et cela m'a fortement impressionné». (La Repubblica du 15/1/1982).

La «tranquillité» qui, selon le représentant divin, règne en Argentine, c'est la paix des cimetières: 30.000 disparus, 2.000 prisonniers politiques, un nombre inconnu d'assassinés. Mais la situation insoutenable qui est faite à la classe ouvrière suscite déjà des grèves malgré la terreur régnante et ne pourra manquer d'amener un jour des explosions de plus grande envergure. Alors les généraux et les curés trembleront à nouveau.

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR SON DEVELOPPEMENT !

Le stalinisme a toujours conjugué

**Permanences du Parti**

**EN BELGIQUE**

● **A Bruxelles**: Le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

**EN FRANCE**

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 6 et 20 mars, 3 et 17 avril, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 6 et 20 mars, 3 et 17 avril, etc.

● **A Nantes**: vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9h à 10h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 14 et 28 mars, 11 et 25 avril, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 14 et 28 mars, 11 et 25 avril, etc.

**EN SUISSE**

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève**: tous les samedis de 10h à 12h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1<sup>er</sup> porte à gauche, puis 1<sup>er</sup> porte à droite «atelier».

**Correspondance de Mayenne**

**Un exemple à suivre**

Vendredi 5 février, une cinquantaine de travailleurs se sont réunis à Mayenne à l'appel des «Travailleurs Unis pour la Lutte». Il s'agissait de faire le point sur les problèmes rencontrés dans les différentes boîtes et sur les luttes récentes ou en cours. Les discussions les plus longues ont porté sur Fontaine-Daniel, (où les ouvriers ont commencé à s'organiser contre la dictature patronale), Maine-Poids Lourds où la grève continue malgré l'expulsion, et les hôpitaux.

Dans beaucoup d'autres boîtes, on a constaté que la soi-disant réduction du temps de travail était du bidon et que les patrons en profitaient pour récupérer des avantages acquis (pauses, congés d'ancienneté...). Quant aux chômeurs, ils sont toujours dans la même misère.

Il est ainsi apparu à tout le monde que le «mouvement de masse» que demandent les ouvriers de Maine-Poids Lourds est plus que jamais d'actualité. Et on sait d'expérience qu'il ne faut pas compter sur les directions syndicales pour l'organiser. La CGT joue actuellement les fiers-à-bras, mais c'est pour soigner sa publicité et faire oublier son soutien criminel à Jaruzelski. Dans les

faits, elle s'oppose à ce que la lutte s'élargisse réellement en en faisant son domaine réservé: elle empêche des militants des TUL de discuter avec les grévistes d'ARCO et refuse qu'ils participent à la défense de l'occupation contre le patron et ses nervis, elle répand des ragots contre le groupe TUL et essaie de dissuader des ouvriers de participer à la réunion du 5, elle n'incite pas les adhérents CFDT à entrer en lutte mais profite de chaque occasion pour attaquer la CFDT et se vanter d'être «le seul syndicat qui lutte».

Pour notre part, nous approuvons l'initiative de TUL et nous appelons les travailleurs à multiplier les initiatives de ce genre, à établir des contacts directs entre eux et à préparer ainsi la riposte générale aux attaques des patrons et du gouvernement.

**LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI**

**EL COMUNISTA EL PROLETARIO PROLETARIO PROLETARIER**

**Proletaires, camarades! Correspondez avec le Journal**

**Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.**

**Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.**

**SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE DU PARTI OBJECTIF: 60.000 F FIN JUILLET 1982**

La presse communiste révolutionnaire est une arme indispensable de la lutte prolétarienne.

Elle ne vit, n'est fabriquée, diffusée et défendue que grâce aux efforts et aux sacrifices constants, d'abord des militants qui se dévouent entièrement à la cause de l'émancipation prolétarienne, mais aussi de tous les prolétaires et les camarades qui, sans pouvoir encore donner le meilleur de leur temps et de leurs énergies à cette cause, en sentent cependant l'importance, sympathisent avec elle et veulent contribuer à la défendre.

Ces efforts sont nécessaires en toute situation. Ils le sont davantage aujourd'hui, où la crise mondiale de la société bourgeoise appelle au renforcement international du réseau du parti révolutionnaire.

**Souscrivez, faites souscrire vos camarades**

**Pour vos versements: directement à nos permanences ou par chèque bancaire à l'ordre de SARO ou CCP «Le Prolétaire» 139 13 D Paris**

**Notre presse trouve dans les librairies suivantes:**

**Parallèles**: 47, rue Saint-Honoré. 75001 Paris.

**Sello**: 87, Faubourg-Saint-Denis. 75010 Paris.

**1984**: 22, Boulevard de Reuilly. 75012 Paris.

**Atmosphère**: 7/9 rue Francis-de-Pressensé. 75014 Paris.

**Locus Solus**: 52, rue Ferdinand-Duval. 75004 Paris.

**La Brèche**: 9, rue de Tunis. 75011 Paris.

**Tiers Mythe**: 21, rue Cujas. 75005 Paris.

**PROGRAMME COMMUNISTE IL PROGRAMMA COMUNISTA**

**EL-OUMAMI N°22**

- Statut personnel: le gouvernement recule.
- Le mouvement étudiant algérien.
- La priorité des priorités
- Enseignants et lycéens en lutte.
- Les enseignements de la lutte des ouvriers polonais.
- L'assassinat de Farid.
- A Barbès les flics matraquent.

*Cahiers du "Programme Communiste" n°1 en perse*

**Pour le retour au programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine**

Correspondance pour la Belgique: J.A. BP 199 1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse: Editions Programme, 12 rue du Pont 1003 Lausanne

**Abonnements:**

1 an: 70 F, 6 mois: 35 F

Pli fermé: 105 F et 55 F

**Abonnements de soutien:** à partir de 120 F

**Correspondance et abonnements:** 20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

**Versements:**

Chèque bancaire à l'ordre de Saro ou chèque postal à l'ordre du «Prolétaire»

Directeur-gérant: SARO imprimerie «Editions Polyglottes» 232, rue de Charenton - 75012 Paris Distribué par les NMPP N° d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

**PCI, PCUS, Pologne...**

(Suite de la page 3)

opposée à celle du PCI sur la question de la Pologne, est en fait bien plus avancée que lui en matière de «social-démocratisation», vu qu'il gouverne la main dans la main avec un Mitterrand... La question n'est donc pas théorique: il s'agit de savoir jusqu'à quel point, à partir du moment où on a accepté (en parfaite cohérence avec la ligne du stalinisme) d'être un parti national, un parti non classiste mais populaire, on est devenu une partie intégrante et responsable de la société bourgeoise, avec tout ce que cela implique sur le plan de l'observance des règles du jeu parlementaire, sur celui de l'adhésion à un certain type d'alliance impérialiste, et enfin sur celui des conséquences de cette observance et de cette adhésion sur l'idéologie.

Reconnaître que l'on est démocrate aussi bien quand on refuse comme le PCI, l'identification stalinienne entre parti et Etat que lorsque, comme le PCUS, on la défend, c'est reconnaître que le PCI est devenu ce que, étant donné ses prémisses, il devait inévitablement devenir.

Le «drame», pour Berlinguer et Cie, c'est que la voie de sa montée au pouvoir est encore longue et, ici aussi, non pour des raisons idéologiques mais à cause de conditions réelles. Ce qui continue à s'opposer à une grande alliance PC-Démocratie Chrétienne, c'est le fait que pour l'instant un parti comme le PCI, fort d'une inestimable influence sur la classe ouvrière, est plus utile à la bourgeoisie dans l'opposition. Ce qui s'oppose à une alliance PC-PS dans la perspective d'un «gouvernement de gauche», c'est pour l'instant le fait que, à l'opposé de ce qui se passe en France, dans une telle alliance c'est le PC

qui dévorerait le PS, et non le contraire.

Le sort du PCI est donc lié à deux conditions: d'une part que la crise économique et sociale se prolonge en s'aggravant (ce qui paraît peu douteux), d'autre part que les poussées européennes vers un neutralisme de type «troisième force» atteignent un haut degré d'intensité (ce qui en revanche peut susciter des doutes). Dans un cas comme dans l'autre, que le parcours qui sépare le PCI de la montée au gouvernement soit long ou relativement court, son rôle conservateur et anti-prolétarien est assuré. La reprise de la lutte de classe à grande échelle en Italie passe par la destruction de l'influence mortelle du PCI, et ce non par des «contestataires» prosoviétiques type Cossutta (qui sont tout aussi démocrates et nationaux que Berlinguer), mais — contre les forces dominantes de l'Est comme de l'Ouest — par le parti antidémocratique, antiréformiste et antinational de la révolution et de la dictature prolétariennes.

**REUNION PUBLIQUE A PARIS**

**Vendredi 19 mars, à 19h30 27, avenue de Choisy (Porte de Choisy)**

**L'IRAN 3 ANS APRES**

**La «révolution islamique» et les tâches des révolutionnaires**

*Un débat suivra*

**L'impérialisme français et l'Etat pied-noir d'Israël**

(Suite de la page 1)

donc à indisposer tout le monde là où son prédécesseur parvenait à faire ses petites affaires, peut-être sans «grandeur», mais non sans efficacité.

La raison de cette continuité, plus forte que les idéologies, tient à la configuration du terrain et à la permanence des intérêts de l'impérialisme français qui, loin d'être le résultat de l'une ou l'autre politique, dicte sa politique aux gouvernements successifs.

Comme ses concurrents, rivaux et adversaires, l'impérialisme français nourrit des amours constantes pour le pétrole et les fabuleux débouchés que les pays fournisseurs de pétrole (Arabie, Emirats et Irak, Egypte maintenant) offrent aux produits de la «civilisation française», avant tout les armements.

Cette double nécessité l'oblige à donner du crédit aux thèses des Etats arabes sur le «problème palestinien».

Pour eux, la mise sur pied d'un mini-Etat palestinien, est la condition du maintien de l'ordre social dans une des principales poudrières du monde: une région dont dépend la garantie des approvisionnements et des débouchés, mais aussi le maintien des privilèges occidentaux contre l'impérialisme russe, et d'où pourraient partir des incendies militaires ou sociaux généralisés.

Et il compte sur leurs moyens de pression économiques pour «régler» ce qui est pour eux «un problème» et en tout cas pas «la grande cause de l'émancipation» des masses palestiniennes du joug de l'Etat pied-noir d'Israël, joug qui ne cesserait pas de peser sur elles avec le mini-Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Or, l'impérialisme français est bien conscient, comme son puissant allié-concurrent d'outre-Atlantique, et même son adversaire russe, de cette vérité: la région ne manque certes pas de bourreaux des masses exploitées! Même les plus «progressistes» comme la Syrie ont sur les mains le sang des prolétaires et des sans-réserves arabes et en particulier palestiniens (qu'on se souvienne de Tall Al-Zaatar!), mais tous ces Etat sont bien trop fragiles.

L'impérialisme français sait trop bien qu'il serait fou et dangereux de se priver d'un gendarme aussi efficace que l'Etat-mercenaire d'Israël, et ce malgré les embarras que causent les provocations incessantes de son expansionnisme. Ces provocations sont dans la nature même d'un Etat-colon plaqué de l'extérieur sur le tissu social du Moyen-Orient, et qui a besoin des richesses de la région et surtout de ses bras pour maintenir sa garde blanche impérialiste.

Les contorsions que fera Mitterrand à la Knesset pour tenter de se faire applaudir par les émirs bourgeois du Golfe en même temps que par les brillants militants de la civilisation impérialiste euro-américaine au Moyen-Orient ne peuvent donc rien donner qui puisse servir la cause de l'émancipation des prolétaires et des masses exploitées du Moyen-Orient ni celle des prolétaires d'ici.

Cette cause suppose au contraire, là-bas comme ici, la lutte sans compromis contre l'impérialisme et tous ses vassaux et mercenaires locaux, et contre tous ses larbins soi-disant «ouvriers».